

CONDITIONS DE VIE ET ASPIRATIONS DES FRANÇAIS 1978-1981 (1)

Le C.R.E.D.O.C. a effectué, au quatrième trimestre 1980, la troisième phase du système d'enquêtes sur les « Situations et perceptions relatives aux conditions de vie et à la qualité de la vie des Français ».

Cette enquête à thèmes multiples dont l'ambition est de décrire et d'analyser, en évolution et en structure, les conditions de vie et les aspirations des Français, est réalisée à la demande de plusieurs organismes ou administrations (2).

Bien que les séries soient très courtes (seulement trois points), on présente ici quelques résultats qui portent sur des aspects spécialement attendus par les organismes financeurs. Aussi ne s'étonnera-t-on pas de voir voisiner des renseignements de caractère très différent : informations sur des thèmes majeurs et informations ponctuelles qui répondent à des préoccupations conjoncturelles de l'un ou l'autre des participants à l'enquête.

Cette juxtaposition constitue une des originalités du système d'enquêtes. Elle nous permet d'avoir une description fine des conditions de vie (logement, environnement, emploi, revenu, situation familiale), en même temps que d'enregistrer les attitudes ou les opinions des enquêtés eux-mêmes, sur ces thèmes, comme sur d'autres (perception de l'avenir, impact du progrès scientifique et technique). Elle nous permet d'apprécier le degré de connaissance exprimé dans différents domaines (prestations familiales, distribution des revenus).

Elle répond à des questions complexes touchant à la qualité de la vie (budget temps réel et souhaité, vie au travail...).

Ce questionnement multiple s'accompagne d'une réflexion sur la technique d'interrogation (dans le questionnaire, on note des questions ouvertes et fermées, des questions subjectives et objectives, des questions-tests, des questions de contrôle) et sur le rôle de l'enquêteur.

(1) L'enquête est réalisée par une équipe composée de H. CASTRO, C. DUFLOS, A. GEORGE, F. GROS, Y. HOUZEL et P. PLEUVRET, sous la direction de L. LEBART. Le programme de travail a déjà été présenté dans cette revue sous le titre « le système d'enquêtes sur les aspirations des Français : une brève présentation », par L. LEBART et Y. HOUZEL-VAN-EFFENTERRE, *Consommation*, n° 1, 1980, p. 3 à 25. Cf. aussi « l'enquête du C.R.E.D.O.C. sur les conditions de vie et aspirations des Français », par A. BABEAU et L. LEBART, *Futuribles*, n° 43, 1981.

(2) Aux cinq organismes fondateurs : la Caisse Nationale des Allocations Familiales, le Commissariat Général du Plan d'Équipement et de la Productivité, la Délégation Générale à la Recherche Scientifique et Technique, le Ministère de l'Environnement et du Cadre de Vie, le Centre d'Étude des Revenus et des Coûts, se sont joints, en 1979, le Ministère de la Santé et l'Électricité de France, puis en 1980, le Ministère du Travail et de la Participation, le Secrétariat d'État à l'Emploi Féminin, l'Institut de Recherche des Transports.

Ajoutons enfin que l'ensemble des données recueillies, l'explicitation des techniques de recueil et d'exploitation sont accessibles immédiatement aux participants au système d'enquêtes, et dans un délai de 1 an aux autres membres de la communauté scientifique pour des recherches spécifiques.

Cette transparence des sources est une garantie de rigueur et permet à chacun d'apprécier la validité des données. Évidemment, le souci de faciliter l'accès à l'information à tous les niveaux engendre un inconvénient : l'austérité de la présentation des techniques et des résultats bruts.

Sans doute faut-il dépasser ce stade mais la justification précise de l'information comme les limites de son interprétation sont partie intégrante de l'outil de connaissance du tissu social que se doit d'être le système « Perceptions et Situations relatives aux Conditions de Vie et à la Qualité de la Vie des Français » ⁽¹⁾.

1. ATTITUDES A L'ÉGARD DES PROBLÈMES DE SOCIÉTÉ

Des questions très générales concernant la société française et son évolution sont abordées à travers le questionnaire. Par exemple, on essaie de caractériser les *attitudes à l'égard de la famille*.

L'idée selon laquelle « la famille est le seul endroit où l'on se sente bien et détendu » tend à être de moins en moins approuvée au cours des 3 années; la proportion d'enquêtés en accord avec cette opinion passe de 69,7% en 1978 à 68,7% en 1979 et à 66,6% en 1980 (cf. tableau I) ⁽²⁾.

En ce qui concerne les raisons pouvant faire hésiter une femme ou un couple à avoir un enfant, « les difficultés de la vie » sont le plus souvent citées en 1979 comme en 1980 (cette question n'existait pas la première année), et plus fortement en 1980 (33,2% contre 29,7%). On notera également que le nombre d'individus donnant comme raison le « coût d'un enfant » est plus important en 1980 (cf. tableau II).

En outre, l'égal *partage des tâches à l'intérieur du ménage* (travaux du ménage et soins des enfants) est une opinion de plus en plus majoritaire (62,8% en 1980 contre 60,6% en 1978) (cf. tableau III).

On envisage aussi le rôle du *progrès scientifique et technique*.

Une question concerne l'impact des *découvertes scientifiques* et de leur utilisation sur l'amélioration de la vie quotidienne. On ne relève pas d'évolution particulièrement nette au cours des 3 années : la tendance à considérer que les découvertes scientifiques améliorent « beaucoup » la vie quotidienne, amorcée en 1979, ne se poursuit pas cette année (35,7% des enquêtés contre 37,5% en 1979) (cf. tableau IV).

A l'inverse, la *diffusion de l'informatique* apparaît souhaitable à une proportion plus importante de la population que l'an dernier ⁽³⁾ (26,9% contre 22,0% en 1979); le pourcentage de ceux qui considèrent cette évolution comme « peu souhaitable, mais

(1) On rappellera que, chaque année, l'échantillon interrogé au 4^e trimestre est composé de 2.000 individus représentatifs de la population nationale âgée de 18 ans et plus (méthode des quotas pour les agglomérations de plus de 10.000 habitants et tirage au sort sur les registres électoraux pour les communes ou agglomérations inférieurs à 10.000 habitants). Les trois vagues se sont déroulées en France Métropolitaine et ont été réalisées par le réseau d'enquêteurs de la S.E.D.E.S.

(2) Les données figurent en pourcentages pondérés sur exprimés (c'est-à-dire des pourcentages calculés sur les effectifs ayant répondu à la question, et après redressement de l'échantillon). Les données mises entre parenthèses sont les effectifs pondérés.

(3) Cette question ne figurait pas dans la première vague d'enquête.

TABLEAU I

Famille

Êtes-vous d'accord avec l'idée suivante « la famille est le seul endroit où l'on se sente bien et détendu » ?

	1978	1979	1980
Oui.	69,7 (1.377)	68,7 (1.363)	66,6 (1.316)
Non.	30,3 (598)	31,3 (621)	33,4 (659)
Ensemble.	100,0 (1.975)	100,0 (1.984)	100,0 (1.975)

TABLEAU II

Famille

Voici une liste de raisons qui peuvent faire hésiter une femme ou un couple à avoir un enfant. Quelles sont, selon vous, les deux plus importantes ?

1 ^{re} raison citée	1979	1980
Problèmes si mère active.	20,1 (398)	19,5 (379)
Problèmes de logement.	8,1 (160)	7,1 (138)
Coût d'un enfant.	9,1 (181)	11,4 (221)
Problèmes de santé.	19,0 (378)	16,5 (320)
Éducation enfants.	8,6 (170)	7,0 (137)
Difficultés de la vie.	29,7 (588)	33,2 (645)
Autre raison.	5,4 (107)	5,3 (103)
Ensemble.	100,0 (1.982)	100,0 (1.943)

TABLEAU III

Partage des rôles

Pensez-vous que, dans les travaux du ménage et les soins des enfants, ... ?

	1978	1979	1980
Toutes les tâches incombent à la femme.	8,2 (164)	6,3 (125)	6,0 (117)
Certaines tâches incombent plutôt à la femme.	30,4 (603)	34,1 (680)	30,1 (585)
Toutes les tâches doivent indifféremment être accomplies par l'homme et la femme.	60,6 (1.206)	58,0 (1.159)	62,8 (1.222)
N.S.P.	0,8 (16)	1,6 (32)	1,1 (21)
Ensemble.	100,0 (1.989)	100,0 (1.996)	100,0 (1.945)

inévitable » diminue fortement : de 53,7% en 1979, il passe à 47%. A l'époque où l'informatique prend effectivement de plus en plus de place, les Français semblent davantage l'accepter. Enfin, les individus qui trouvent cela « regrettable et dangereux » représentent respectivement 20,1% en 1979 et 21,1 % en 1980, l'écart n'étant pas significatif (cf. tableau V).

TABLEAU IV

Progrès scientifiques et techniques

Dans quelle mesure les découvertes scientifiques vous paraissent-elles conduire à une amélioration de votre vie quotidienne ?

	1978	1979	1980
Un peu.	52,7 (1.035)	50,3 (1.003)	51,8 (1.031)
Beaucoup.	33,1 (650)	37,5 (747)	35,7 (712)
Pas du tout.	14,2 (280)	12,2 (243)	11,8 (235)
N.S.P.			0,7 (15)
Ensemble.	100,0 (1.965)	100,0 (1.992)	100,0 (1.993)

TABLEAU V

Progrès scientifiques et techniques

Au cours des années à venir, la diffusion de l'informatique va modifier certains aspects des conditions de vie. Considérez-vous cette évolution comme... ?

	1979	1980
Une chose souhaitable.	22,0 (439)	26,9 (538)
Peu souhaitable mais inévitable.	53,7 (1.070)	47,0 (938)
Regrettable et dangereuse.	20,1 (402)	21,1 (421)
Cela dépend.	0,2 (4)	0,6 (11)
N.S.P.	4,0 (79)	4,4 (88)
Ensemble.	100,0 (1.994)	100,0 (1.996)

Enfin, les craintes exprimées en 1979 par les enquêtés face à d'éventuelles restrictions d'énergie dans un avenir proche diminuent assez considérablement : celles-ci apparaissaient alors « quasi certaines » à plus du quart de l'échantillon; ils ne sont plus que 16,6% en 1980. Toutefois, on notera que plus de la moitié des Français estiment toujours « assez probables » des pénuries graves d'énergie au cours des deux ans à venir (54,8% en 1979 et 56,0% en 1980) (1) (cf. tableau VI).

En ce qui concerne la politique énergétique, les questions ont été modifiées dans la troisième version du questionnaire, ce qui rend impossible toute comparaison; en 1980, 52,1% des individus se disent « tout à fait ou plutôt d'accord » avec l'orientation nucléaire actuelle : croissance de la proportion de cette source d'énergie dans la production d'électricité en France (cf. tableau VII) :

(1) Ce thème n'existait pas en 1978.

TABLEAU VI
Problèmes d'énergie

Il existe actuellement certaines restrictions d'énergie concernant le chauffage. Dans les 2 ans à venir, des pénuries beaucoup plus graves d'énergie vous paraissent-elles...?

	1979	1980
Impossibles.	2,5 (50)	5,3 (106)
Très peu probables.	13,7 (273)	20,5 (409)
Assez probables.	54,8 (1.094)	56,0 (1.118)
Quasi certaines.	27,7 (554)	16,6 (331)
Ne sait pas.	1,3 (26)	1,6 (32)
Ensemble.	100,0 (1.998)	100,0 (1.996)

TABLEAU VII
Problèmes d'énergie

En fait, cette part [du nucléaire dans la production d'électricité en France] est actuellement voisine de 25 % : elle sera en 1985 d'environ 50 %. Compte tenu de ces précisions à propos du développement de l'énergie nucléaire en France, êtes-vous ?

	1980
Tout à fait d'accord.	19,7 (395)
Plutôt d'accord.	32,4 (647)
Assez peu d'accord.	23,6 (472)
Pas du tout d'accord.	20,6 (412)
N.S.P.	3,7 (74)
Ensemble.	100,0 (2.000)

Plus généralement, on note que le besoin de *transformation de la société française* est retenu par une forte majorité des enquêtés au cours des 3 années : aucune variation significative n'est enregistrée (76,4% en 1978, 74,6% en 1979 et 75,5% en 1980) (cf. tableau VIII).

TABLEAU VIII
Évolution de la société

Estimez-vous que la société française a besoin de se transformer profondément ?

	1978	1979	1980
Oui.	76,4 (1.526)	74,6 (1.491)	75,5 (1.510)
Non.	15,4 (308)	16,5 (329)	16,8 (336)
N.S.P.	8,2 (164)	8,9 (179)	7,7 (153)
Ensemble.	100,0 (1.998)	100,0 (1.999)	100,0 (1.999)

Pour les partisans d'une transformation, si « les réformes progressives » avaient rencontré davantage d'approbation de la part des enquêtés en 1979 (67,3 % contre 62,5 % en 1978) au détriment des « changements radicaux », l'option en faveur de ces derniers remonte en 1980 au niveau observé la première année (31,5 % des individus en 1978, 28,2 % en 1979 et 32,6 % en 1980) (cf. tableau IX).

TABLEAU IX

Évolution de la société

Pour que la société change comme vous le souhaitez, êtes-vous pour... ?

	1978	1979	1980
Des réformes progressives.	62,5 (1.003)	67,3 (1.038)	62,1 (970)
Des changements radicaux.	31,5 (507)	28,2 (435)	32,6 (510)
N.S.P.	6,0 (96)	4,5 (70)	5,3 (83)
Ensemble.	100,0 (1.606)	100,0 (1.543)	100,0 (1.563)

2. APPRÉCIATIONS SUR LE CADRE DE VIE ET LES CONDITIONS DE VIE

L'individu interrogé est saisi dans son cadre à travers un grand nombre de questions factuelles; on essaie d'appréhender la perception qu'il en a et la satisfaction qu'il manifeste.

Par rapport à leur *cadre de vie quotidien* les enquêtés sont tout aussi satisfaits. En effet, on relève plutôt une certaine stabilité, qu'il s'agisse des gênes au niveau de la vie ou ressenties au domicile, de l'opinion sur le cadre de vie quotidien ou des questions d'attitude plus générales, telles que l'importance de la préservation de l'environnement ou l'information sur ses problèmes (cf. tableaux X à XIII).

Cette stabilité est rassurante dans la mesure où elle traduit une certaine fidélité de l'instrument d'observation, face à l'immutabilité de l'environnement physique sur une période si courte.

Toutefois, il demeure intéressant de suivre dans le temps certaines de ces questions et, dans l'immédiat, la disponibilité d'un échantillon de 6 000 individus (pour l'ensemble des variables communes aux trois vagues d'enquête) permet de procéder à des monographies plus approfondies, portant notamment sur des sous-populations particulières.

Une question a été ajoutée cette année (reprise de l'enquête O.S.C.E. Santé-Logement 1977) (1) sur la *Sécurité dans le voisinage du logement* : les enquêtés devaient porter une appréciation sur la gravité ou non de certains problèmes tels que le cambriolage, la sécurité face aux agressions, le vandalisme et la circulation. Il ressort que le sentiment d'insécurité est plus fortement exprimé en 1980; en effet, le cambriolage pose un problème pour 64,4 % des enquêtés (et un grave problème pour 32,1 %) en 1980, contre 50,5 % (et 23,4 %) en 1977. De même, la sécurité individuelle face aux agressions inquiète 59,6 % des individus contre 41,3 % en 1977. La peur du « vandalisme » est également ressentie de façon plus importante en 1980 que dans l'enquête O.S.C.E. (61,4 % contre 43,7 %). En ce qui concerne la circulation, l'écart entre les 2 années est plus faible : 47,7 % des enquêtés pensent que la circulation pose un problème en 1980 contre 37,5 % en 1977 (cf. tableau XIV).

(1) Enquête O.S.C.E., Santé logement, réalisée en 1977 par le C.R.E.D.O.C. pour la partie française. Les échantillons de ces deux enquêtes C.R.E.D.O.C. et O.S.C.E. (partie française) sont strictement comparables.

TABLEAU X

Environnement

Êtes-vous gêné à votre domicile par les bruits ?

	1978	1979	1980
Un peu.	22,9 (457)	19,1 (382)	22,3 (444)
Beaucoup.	19,2 (385)	16,1 (321)	16,0 (318)
Pas du tout.	57,9 (1.157)	64,8 (1.295)	61,7 (1.228)
Ensemble.	100,0 (1.999)	100,0 (1.997)	100,0 (1.989)

TABLEAU XI

Environnement

Que pensez-vous de votre cadre de vie quotidien, c'est-à-dire ce qui entoure le logement où vous vivez; êtes-vous... ?

	1978	1979	1980
Très satisfait.	29,7 (593)	30,4 (608)	27,8 (555)
Satisfait.	49,8 (994)	54,0 (1.078)	55,0 (1.099)
Peu satisfait.	15,8 (314)	12,0 (240)	12,8 (257)
Pas satisfait du tout.	4,7 (94)	3,6 (72)	4,4 (89)
Ensemble.	100,0 (1.995)	100,0 (1.997)	100,0 (1.999)

TABLEAU XII

Environnement

Est-ce que la préservation de l'environnement constitue pour vous quelque chose de... ?

	1978	1979	1980
Très important.	63,6 (1.264)	64,4 (1.285)	59,1 (1.181)
Assez important.	29,1 (578)	29,9 (597)	32,9 (658)
Peu important.	4,9 (97)	4,4 (88)	6,3 (125)
Pas important du tout.	2,4 (47)	1,3 (26)	1,7 (35)
Ensemble.	100,0 (1.986)	100,0 (1.996)	100,0 (1.999)

TABLEAU XIII

Environnement

Vous informez-vous sur les problèmes d'environnement ?

	1978	1979	1980
Oui.	57,6 (1.143)	65,8 (1.313)	59,0 (1.179)
Non.	42,4 (842)	34,2 (684)	41,0 (819)
Ensemble.	100,0 (1.986)	100,0 (1.996)	100,0 (1.998)

TABLEAU XIV

Sécurité dans le voisinage

Des problèmes plus ou moins graves peuvent se poser à propos de la sécurité dans le voisinage.
Aidez-vous de cette liste pour répondre. Est-ce que...?

	Est. un grave problème	Pose un problème	N'est pas un grave problème	Ne pose aucun problème	N.S.P. ou N.R. ⁽¹⁾	Ensemble
Le cambriolage :						
Enquête C.R.E.D.O.C. 1980.....	32,1 (643)	32,3 (645)	17,8 (355)	17,3 (345)	0,6 (12)	100,0 (2.000)
Enquête O.S.C.E. 1977.	23,4 (456)	27,1 (528)	20,4 (398)	28,7 (559)	0,5 (9)	100,0 (1.950)
La sécurité individuelle face aux agressions :						
Enquête C.R.E.D.O.C. 1980.....	34,1 (682)	25,5 (509)	16,4 (328)	23,3 (467)	0,7 (14)	100,0 (2.000)
Enquête O.S.C.E. 1977.	18,4 (359)	22,9 (447)	22,5 (439)	35,6 (694)	0,6 (11)	100,0 (1.950)
Le vandalisme :						
Enquête C.R.E.D.O.C. 1980.....	34,5 (688)	26,9 (538)	16,0 (319)	21,9 (438)	0,7 (14)	100,0 (1.997)
Enquête O.S.C.E. 1977.	19,8 (387)	23,8 (465)	21,5 (420)	34,3 (668)	0,5 (10)	100,0 (1.950)
La circulation :						
Enquête C.R.E.D.O.C. 1980.....	16,3 (325)	31,4 (627)	21,5 (429)	30,5 (610)	0,3 (6)	100,0 (1.997)
Enquête O.S.C.E. 1977.	12,8 (249)	24,7 (481)	23,9 (467)	38,2 (745)	0,4 (8)	100,0 (1.950)
⁽¹⁾ Enquête C.R.E.D.O.C. 1980 : N.S.P.; Enquête O.S.C.E. 1977 : N.R.						

Si maintenant on s'intéresse à l'évolution économique générale en demandant aux enquêtés ce qu'ils pensent de l'évolution récente des *niveaux de vie* : niveau de vie personnel, celui de l'ensemble des Français, des retraités, des célibataires et ménages sans enfant ou des familles nombreuses, on peut vérifier que la tendance à la dégradation des opinions relevée l'an dernier se poursuit cette année : bien que le pourcentage des « optimistes » reste supérieur à celui des « pessimistes », l'indicateur synthétique proposé par le C.E.R.C. (pourcentage des réponses « ça va mieux » moins pourcentage des réponses « ça va moins bien »), concernant le niveau de vie personnel des enquêtés, passe de 16,9 à 5,5 entre 1979 et 1980.

Pour le niveau de vie de l'ensemble des Français, l'opinion est encore plus pessimiste (de 12,4 en 1979, l'indicateur tombe à -2,3 en 1980). Il est d'ailleurs à noter que dans les trois enquêtes, l'opinion à l'égard de l'évaluation du niveau de vie de l'ensemble des Français est systématiquement moins optimiste que pour l'évolution du niveau de vie des intéressés eux-mêmes. L'opinion émise par les enquêtés est également plus pessimiste que l'an dernier en ce qui concerne les célibataires, les familles nombreuses, et même dans le cas des retraités (contrairement à ce qui avait pu être observé pour ces derniers en 1979 : 1978 indicateur 23,3; 1979 indicateur 29,4; 1980 indicateur 15,2) (cf. tableaux XV et XVI et graphique 1).

TABLEAU XV
Évolution du niveau de vie

En ce qui concerne *votre niveau de vie*, diriez-vous que depuis une dizaine d'années...?

	1978	1979	1980
Ça va mieux.	45,9 (916)	44,6 (890)	39,1 (781)
C'est pareil.	27,0 (540)	25,3 (505)	24,5 (490)
Ça va moins bien.	24,4 (486)	27,7 (554)	33,6 (671)
N.S.P.	2,7 (54)	2,4 (47)	2,8 (55)
Ensemble.	100,0 (1.996)	100,0 (1.997)	100,0 (1.998)

TABLEAU XVI
Évolution du niveau de vie

En ce qui concerne *le niveau de vie de l'ensemble des Français*, diriez-vous que depuis une dizaine d'années...?

	1978	1979	1980
Ça va mieux.	46,7 (934)	44,5 (889)	37,3 (745)
C'est pareil.	17,3 (345)	16,4 (327)	16,5 (330)
Ça va moins bien.	28,3 (566)	32,1 (642)	39,6 (791)
N.S.P.	7,7 (154)	7,0 (140)	6,6 (131)
Ensemble.	100,0 (1.999)	100,0 (1.998)	100,0 (1.998)

Pour l'avenir, la tendance au pessimisme paraît aussi plus forte cette année : 38,2% des individus contre 33,7% en 1979 et 29,9% en 1978 estiment que leurs *conditions de vie* vont se détériorer au cours des 5 années à venir (cf. tableau XVII).

GRAPHIQUE 1

Opinion de l'ensemble des Français sur l'évolution des niveaux de vie en 1973, 1978, 1979, 1980

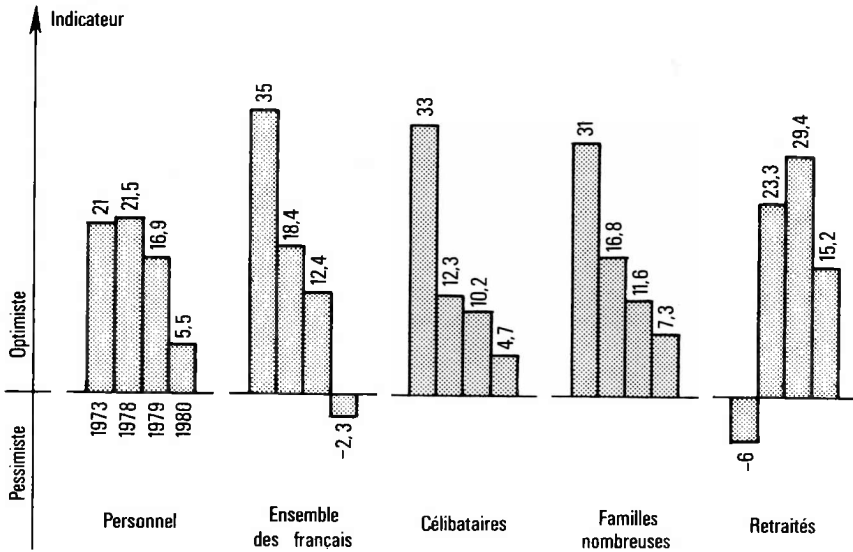


TABLEAU XVII

Évolution des conditions de vie

Pensez-vous que vos conditions de vie vont s'améliorer ou se détériorer au cours des 5 prochaines années...?

	1978	1979	1980
Vont s'améliorer.	25,9 (517)	22,4 (449)	21,1 (420)
Vont rester semblables.	32,1 (642)	35,2 (704)	31,0 (619)
Vont se détériorer.	29,9 (598)	33,7 (674)	38,2 (763)
N.S.P.	12,1 (242)	8,7 (173)	9,7 (194)
Ensemble.	100,0 (1.998)	100,0 (2.000)	100,0 (1.996)

Ces résultats peuvent être rapprochés, par exemple, des statistiques européennes, issues des enquêtes auprès des consommateurs de la Communauté, qui traduisent également une opinion « défavorable » concernant la situation économique générale que ce soit au cours des 12 derniers mois ou des 12 prochains mois : les indices communautaires (base 100 en 1975) sont passés respectivement de 153 en 1978 à 144 en 1979 et 112 en 1980 pour le niveau de vie passé et de 111 à 103 et 87 pour le niveau de vie à venir. Pour la France, ces indices sont de 108,95 et 81 en ce qui concerne la situation économique passée et de 101, 86 et 74 pour la situation future ⁽¹⁾.

(1) Commission des Communautés Européennes, Economie Européenne, Supplément série C, n° 3, décembre 1980, Perspectives économiques, Résultats des enquêtes auprès des consommateurs.

Ce pessimisme est renforcé par l'accroissement de ceux qui s'imposent régulièrement des restrictions sur certains postes de leur budget; ce nombre était stable de 1978 à 1979 (52,4%), il s'élève nettement en 1980 (59,3%) (cf. tableau XVIII).

Les postes du budget les plus fortement touchés sont voisins, en termes de structure, pour les 3 années. Ils concernent tout particulièrement les vacances et loisirs, l'habillement ainsi que l'achat d'équipement ménager. Cependant, les réductions sur les dépenses de voitures sont, cette année, beaucoup plus souvent citées que les années précédentes. On note également que le mouvement amorcé en 1979 sur le poste alimentaire se poursuit cette année. Ce mouvement apparaît aussi à propos des dépenses faites pour les enfants.

TABLEAU XVIII
Gestion du budget, restrictions

Êtes-vous obligé de vous imposer régulièrement des restrictions sur certains points de votre budget ?

	1978	1979	1980
Oui.	52,4 (1.037)	52,4 (1.029)	59,3 (1.184)
Non.	47,6 (941)	47,6 (934)	40,7 (814)
Ensemble.	100,0 (1.979)	100,0 (1.963)	100,0 (1.998)

TABLEAU XIX
Restrictions

Ces restrictions concernent les postes suivants (population ayant répondu se restreindre sur ces postes)

Restrictions sur...	1978	1979	1980
Vacances et loisirs.	(%) Effectifs 72,9 (754)	(%) Effectifs 72,3 (743)	71,6 (844)
Habillement.	67,3 (694)	64,6 (663)	66,4 (784)
Achat d'équipement ménager.	57,6 (596)	49,6 (509)	53,5 (633)
Voiture.	42,3 (437)	39,1 (401)	52,1 (616)
Soins de beauté.	45,2 (465)	38,5 (395)	41,1 (485)
Alimentation.	20,0 (206)	25,1 (257)	27,1 (320)
Logement.	26,9 (277)	21,2 (217)	26,8 (317)
Boisson et tabac.	24,2 (250)	20,6 (211)	21,6 (256)
Dépenses pour les enfants ⁽¹⁾	5,0 (51)	15,4 (157)	18,2 (215)
Soins médicaux.	6,4 (66)	7,6 (78)	8,4 (99)
(1) En 1978, l'item était libellé ainsi : « Éducation des enfants ».			

Quant aux restrictions amorcées sur les dépenses de « santé », elles se situent à des niveaux beaucoup plus faibles que pour les précédents postes du budget, mais manifestent peut-être également une certaine tendance à la croissance. Les dépenses de logement et celles qui sont relatives au tabac (tabac/boisson) ne semblent pas varier systématiquement (cf. tableau XIX). D'ailleurs, en ce qui concerne le logement, il faut noter qu'en 1980, 60% des Français continuent à considérer, comme les années précédentes, que les dépenses de logement constituent une charge supportable ou faible (1).

Enfin, pour ce qui concerne *l'emploi et les conditions de travail*, on ne remarque aucune évolution très significative : les enquêtés qui déclarent avoir à travailler périodiquement la nuit sont un peu plus nombreux en 1980 que dans les années antérieures; la proportion de ceux qui travaillent à la chaîne ou sont soumis à des cadences de travail augmente également de 1979 à 1980, passant de 9% à 13%.

Le taux de déclaration de chômage sur l'année est stable pour les 3 ans (autour de 9%). L'attitude générale à l'égard du chômage ne paraît guère avoir varié au cours des deux dernières enquêtes. Ayant à choisir entre l'augmentation des prix et celle du chômage au cours des prochains mois, plus de 60% des enquêtés déclarent que *l'augmentation du chômage* serait le phénomène le plus grave.

L'existence de *conflits entre la vie professionnelle et la vie personnelle* ou familiale, qui avait été nettement plus ressentie en 1979 que lors de la première année (35,1% des actifs contre 28,1% en 1978), demeure tout autant présente en 1980 (pour 35,4% des enquêtés actifs). Cet accroissement qui avait quelque peu étonné lors de la deuxième phase se trouve donc confirmé cette année (cf. tableaux XX à XXIII).

Enfin, en ce qui concerne la perception de la santé et de l'institution médicale, on relève par exemple que les enquêtés se déclarent très souvent, et de façon constante au cours des 3 années, satisfaits de leur *état de santé* (85,1% en 1978, 83,9% en 1979 et 84,6% en 1980) (cf. tableau XXIV).

L'enquête O.S.C.E. 1977 comportait également une question sur le même sujet, et 87,3% de Français se déclaraient très ou assez satisfaits de leur état de santé. On notera d'ailleurs que ce niveau de satisfaction en France n'est pas le plus élevé, puisqu'il arrive en 6^e position devant l'Allemagne (85%) et l'Italie (80%), mais derrière les Pays-Bas (95%).

TABLEAU XX

Emploi, qualité de la vie au travail

Votre emploi exige-t-il que vous ayez à travailler périodiquement ?

	1978	1979	1980
La nuit (après 22 h) :			
Oui.	17,9 (186)	17,3 (182)	19,6 (203)
Non.	82,1 (849)	82,7 (872)	80,4 (834)
Ensemble.	100,0 (1.035)	100,0 (1.054)	100,0 (1.037)
Le Dimanche :			
Oui.	27,5 (283)	26,8 (282)	28,7 (297)
Non.	72,5 (747)	73,2 (770)	71,3 (737)
Ensemble.	100,0 (1.030)	100,0 (1.052)	100,0 (1.034)

(1) Rappelons cependant qu'il s'agit d'individus et non seulement de chefs de ménages.

TABLEAU XXI

Emploi, qualité de la vie au travail

Travaillez-vous à la chaîne ou êtes-vous soumis à des cadences de travail, y compris travaux à la tâche?

	1979	1980
Oui.	9,0 (75)	12,9 (108)
Non.	91,0 (758)	87,1 (730)
Ensemble.	100,0 (833)	100,0 (838)

TABLEAU XXII

Emploi, qualité de la vie au travail

Avez-vous été au chômage ou sans travail à un moment donné pendant les 12 derniers mois? (arrêt de travail dû à la maladie, à la maternité ou à un accident, exclu)

	1978	1979	1980
Oui.	9,4 (97)	8,9 (94)	9,1 (95)
Non.	90,6 (944)	91,1 (956)	90,9 (948)
Ensemble.	100,0 (1.041)	100,0 (1.050)	100,0 (1.042)

TABLEAU XXIII

Est-ce que dans l'organisation de votre semaine, votre vie de travail vient parfois en conflit avec votre vie personnelle ou familiale?

	1978	1979	1980
Oui.	28,1 (292)	35,1 (363)	35,4 (365)
Non.	71,9 (750)	64,9 (671)	64,6 (665)
Ensemble.	100,0 (1.042)	100,0 (1.034)	100,0 (1.030)

TABLEAU XXIV

Santé

Par rapport aux personnes de votre âge, pensez-vous que votre état de santé est...?

	1978	1979	1980	Enquête O.S.C.E. 1977
Très satisfaisant.	26,9 (538)	27,4 (548)	28,1 (562)	32,8
Satisfaisant.	58,2 (1.163)	56,5 (1.129)	56,5 (1.128)	54,5
Peu satisfaisant.	11,7 (233)	13,2 (264)	12,7 (254)	9,9
Pas satisfaisant du tout.	3,2 (64)	2,9 (57)	2,7 (55)	2,7
Ensemble.	100,0 (1.998)	100,0 (1.999)	100,0 (1.999)	100,0

On observe également une grande stabilité des taux de morbidité concernant certaines affections courantes, stabilité aussi des opinions sur l'institution médicale, à quelques exceptions près, parmi lesquelles on peut citer la décroissance régulière, mais faible, de l'accord concernant l'assertion : « la santé est l'affaire des médecins » (de 52,5 % à 45,6 %). Mais l'intérêt de l'enquête réside surtout ici dans la possibilité d'étudier la santé en rapport avec les autres composantes des conditions de vie.

3. CONNAISSANCE DES POLITIQUES SOCIALES

L'exemple choisi, ici, touche au questionnement sur certaines modalités de la politique familiale mise en œuvre par la Caisse Nationale des Allocations Familiales et les Caisses d'Allocations Familiales. Il concerne notamment la connaissance qu'ont les Français de cette politique et comment ils l'apprécient.

Ainsi les personnes étaient interrogées sur ce qu'elles pensaient du mode de *répartition actuel des Allocations Familiales* (identiques pour toutes les familles, quel que soit leur revenu). Le pourcentage d'enquêtés trouvant que « c'est bien ainsi », stable les 2 premières années (13,8 % en 1978 et 13,6 % en 1979), s'accroît en 1980 (16,4 %). La diminution du nombre d'individus estimant « qu'elles devraient être supprimées à partir d'un certain salaire » se poursuit (23,6 % en 1978, 21,5 % en 1979 et 19,7 % en 1980), alors que la proportion de ceux pensant à une répartition progressive en fonction du revenu (allocations diminuées progressivement lorsque le salaire augmente) reste stable au cours des 3 ans (respectivement 57,9 %, 58,9 % et 57,8 %). On notera enfin un taux de déclaration « ne sait pas » légèrement plus important pour les 2 dernières vagues (6 % contre 4,7 % en 1978)(cf. tableau XXV).

TABLEAU XXV

Répartition des allocations familiales

Actuellement, les allocations familiales sont les mêmes pour toutes les familles quel que soit leur revenu. Trouvez-vous...?

	1978	1979	1980
C'est bien ainsi.	13,8 (275)	13,6 (272)	16,4 (328)
Supprimées H. salaire.	23,6 (471)	21,5 (429)	19,7 (394)
Calculées/revenu.	57,9 (1.157)	58,9 (1.177)	57,8 (1.155)
N.S.P.	4,7 (93)	6,0 (121)	6,1 (122)
Ensemble.	100,0 (1.996)	100,0 (2.000)	100,0 (1.999)

D'autre part, l'opinion selon laquelle une famille doit, quelle que soit la situation des parents, disposer d'un *revenu mensuel minimum garanti*, est également de plus en plus partagée par la population française (85,8 % en 1978, 86,1 % en 1979 et 89,5 % en 1980). Le revenu moyen considéré comme normal pour une famille de trois enfants a été évalué à 4.670 F par mois en 1978, à 4.980 F en 1979, et à environ 5.700 F par mois ⁽¹⁾ en 1980, progression cohérente compte tenu de l'inflation (l'estimation en 1980 est toutefois supérieure à celle qui résulterait de la simple prise en compte du rythme de l'inflation) (cf. tableau XXVI).

(1) Donnée provisoire.

TABLEAU XXVI

Revenu minimum garanti

Pensez-vous qu'une famille doit, quelle que soit la situation des parents, disposer d'un *revenu minimum garanti*?

	1978	1979	1980
Oui.	85,8 (1.699)	86,1 (1.713)	89,5 (1.784)
Non.	12,8 (254)	12,3 (245)	9,7 (194)
N.S.P.	1,4 (27)	1,6 (31)	0,8 (15)
Ensemble.	100,0 (1.981)	100,0 (1.988)	100,0 (1.993)

Si oui, le revenu considéré comme normal pour une *famille de trois enfants* a été évalué à :

	1978	1979	1980
Francs par mois.	4.670	4.980	≈ 5.700

TABLEAU XXVII

Connaissance prestations C.A.F.

Connaissez-vous les moyens dont disposent les Caisses d'Allocations Familiales pour aider les familles et, par exemple, avez-vous entendu parler de ?

	1978	1979	1980
Prêt logement :			
Oui.	73,8 (1.472)	71,0 (1.419)	70,4 (1.407)
Non.	26,2 (524)	29,0 (579)	29,6 (590)
Ensemble.	100,0 (1.995)	100,0 (1.998)	100,0 (1.997)
Prêts jeunes ménages :			
Oui.	75,7 (1.512)	69,9 (1.398)	69,0 (1.377)
Non.	24,3 (484)	30,1 (601)	31,0 (620)
Ensemble.	100,0 (1.997)	100,0 (1.998)	100,0 (1.997)
Bons vacances :			
Oui.	54,4 (1.086)	51,3 (1.024)	51,5 (1.028)
Non.	45,6 (910)	48,7 (974)	48,5 (968)
Ensemble.	100,0 (1.997)	100,0 (1.998)	100,0 (1.995)
Travailleuses familiales :			
Oui.	67,7 (1.352)	61,5 (1.228)	59,8 (1.191)
Non.	32,3 (645)	38,5 (770)	40,2 (802)
Ensemble.	100,0 (1.997)	100,0 (1.998)	100,0 (1.992)

A propos des questions sur la *connaissance du système d'aides* dont disposent les Caisses d'Allocations Familiales pour aider les familles, les enquêtés avaient répondu, en 1979, de façon moins souvent positive que l'année précédente. En 1980, le niveau de connaissance apparaît dans l'ensemble proche de celui observé en 1979; cependant, on remarquera que les « travailleuses familiales » sont un peu moins citées cette année (59,8 % contre 61,5 % en 1979 et 67,7 % en 1980) (*cf.* tableau XXVII).

CONSOMMATION-REVUE DE SOCIO-ÉCONOMIE

AU SOMMAIRE DES DERNIERS NUMÉROS

1979

- N° 1. — L'évolution des coûts hospitaliers, hôpitaux publics 1965-1977. — Aperçus sur les utilisations possibles de la comptabilité en temps de travail. — Note sur la structure des budgets familiaux et des impôts indirects.
- N° 2. — Prospection sur le marché du travail et mobilité géographique. — Durée de vie des biens, rationalité économique et mode de développement. — Le travail féminin. Famille et système productif. — Les effets économiques et financiers de l'évolution démographique.
- N° 3-4. — Les indicateurs sociaux. — Analyse économique de la bureaucratie et gestion des équipements collectifs. — L'analyse qualitative des revenus des familles les plus pauvres. — Transmission, accumulation et immobilité intergénérationnelles des patrimoines. — Famille, fécondité et choix économiques. Une critique des modèles micro-économiques de fécondité. — La réduction de la durée hebdomadaire du travail. Problèmes, moyens, conséquences. — Analyse économique de la grève : problèmes méthodologiques. — Perte d'autonomie et handicaps : application au cas des personnes âgées résidant en institution. — Un outil pour une politique de santé : évaluation des conséquences économiques et sociales de divers états pathologiques. — Le ralentissement de la croissance des dépenses publiques d'éducation dans le monde. — Comportement des bacheliers : modèle de choix de disciplines.

1980

- N° 1. — Le système d'enquêtes sur les aspirations des Français. — La spécialisation des rôles conjugaux. Les gains du mariage et la perspective du divorce. — Les enseignants des universités. — Anticipation de l'impôt et redistribution. — Consommation médicale et travail féminin.
- N° 2. — Les consommations médicales dans la région lyonnaise en 1975. — La juridicisation des conseils de prud'hommes, une évolution irréversible. — Transferts sociaux et protection sociale en Amérique du Nord. — Le fractionnement et l'étalement des vacances. Contraintes et aspirations des actifs parisiens.
- N° 3. — Peut-on mesurer le risque de devenir chômeur ? — La segmentation du marché du travail comme conséquence d'un phénomène de substitution travail-travail dans une économie dualiste. — Une génération de retraités parisiens du secteur privé. Constitution et structure des groupes socio-professionnels du salariat. — Transfert de revenus et finances locales. L'exemple d'une commune de 30 000 habitants. — L'analyse longitudinale du taux d'activité par âge par doubles polynômes orthonormés.
- N° 4. — La Consommation élargie 1959-1965-1970-1974. — La mobilisation de l'épargne dans les pays en développement. — Quelques problèmes posés par les mesures de performance dans les universités.

1981

- N° 1. — Les soins médicaux en France et aux U.S.A. — Génération et gain : une simulation de bilans financiers individuels par classe sociale. — Automation : Technologie, travail, relations sociales. — La stabilité du lien emploi-croissance et la loi d'Okun : une application à l'économie française.

AU SOMMAIRE DU PROCHAIN NUMÉRO

La théorie économique de la famille. L'effet redistributif du régime de retraite de la Sécurité Sociale des U.S.A. La recherche médicale et ses applications dans l'économie du xx^e siècle. Popularité des gouvernants et politique économique. L'économie non officielle.

les cahiers de

L'ANALYSE Des DONNEES

4 numéros par an — Sommaire en Anglais

Volume 6 -1981

Direction : J. P. BENZECRI,

Professeur à l'Université Pierre-et-Marie-Curie (Paris)

Révéler des techniques statistiques originales, celles qui permettent au chercheur en sciences humaines ou naturelles d'interpréter la multitude des données qu'il a collectées sans sélection, ni asservissement à un quelconque modèle, *a priori*, telle est la tâche que s'est fixée le comité de lecture qui accueille 29 statisticiens, informaticiens, praticiens de l'Analyse des Données.

Des études de cas concrets, des exposés théoriques, des programmes d'ordinateur directement utilisables font des *Cahiers de l'Analyse des Données* l'instrument privilégié du dialogue entre le praticien et le statisticien ou l'informaticien.

RENSEIGNEMENTS ET ABONNEMENTS

CDR-Centrale des Revues - BP 119 - 93104 Montreuil Cedex

Tarif France 220 F - Étranger 270 F

publié avec le concours du C.N.R.S.

dunod

IMPRIMERIE GAUTHIER-VILLARS, 70, rue de Saint-Mandé, 93100 Montreuil

Dépôt légal 1981 : Imprimeur : 2373 — Éditeur : 020 — CPPP 56687

197671-81

2^e trimestre 1981

Imprimé en France

Le Directeur de la publication : JEAN-MANUEL BOURGOIS

CREDOC

Centre de Recherche pour l'Étude et l'Observation des Conditions de vie

Le C.R.E.D.O.C., Association sans but lucratif régie par la loi de 1901, est un organisme scientifique placé sous la tutelle administrative du Commissariat Général du Plan. Fondé en 1953 pour effectuer des études statistiques des structures et tendances de la demande, le C.R.E.D.O.C. a élargi son activité. Ses travaux portent sur les conditions de vie de la population et les politiques les concernant. Quels que soient les domaines abordés, il s'agit toujours de recherches et d'études socio-économiques dans lesquelles les comportements des ménages sont les préoccupations centrales du C.R.E.D.O.C.

Il en est ainsi notamment des travaux d'économie médicale, de ceux relatifs à la redistribution des revenus et au fonctionnement des services publics, comme l'enseignement, de ceux qui ont trait à la consommation et aux conditions de vie des ménages, ainsi que de ceux qui portent sur des groupes particuliers de la population.

Le C.R.E.D.O.C. effectue des travaux pour le compte des administrations publiques, pour celui d'organismes internationaux ou de droit privé; ces travaux sont publiés sous la responsabilité du C.R.E.D.O.C.

C.R.E.D.O.C., a non profit organization, is a research center supervised by the French Planning Authority. Founded in 1953 to study the patterns and trends of households' demand, C.R.E.D.O.C. has broadened its activities. The research now deals with the living conditions of the population and policies that concern them; whatever the field, investigations are centered on the behaviour of families.

Such is the case of the work on health care economics, on income redistribution and the functioning of public services such as education, on household consumption and living conditions and on particular groups of the population.

The work is commissioned by public bodies, international organizations or private institutions, and published under the responsibility of C.R.E.D.O.C.

Président :

Michel ALBERT
Commissaire au Plan

Vice-Présidents :

Philippe HUET
Inspecteur Général des Finances, Expert du Conseil de l'O.C.D.E.
Edmond MALINVAUD
Directeur Général de l'I.N.S.E.E.

Directeur :

André BABEAU
Professeur à l'Université de Paris-X

Sommaire

PATRICK CLAPIER ET NICOLE TABARD	Transformation de la morphologie sociale des communes et variation des consommations	3
BERTRAND LEMENNICIER ET LOUIS LEVY GARBOUA	L'arbitrage autarcie-marché : une explication du travail féminin	41
FRANÇOIS BOURGUIGNON	Participation, emploi et travail do- mestique des femmes mariées	75
LUDOVIC LEBART <i>et al.</i>	Conditions de vie et aspirations des Français 1978-1981	99

1981 n° 2 AVRIL-JUIN

CENTRE DE RECHERCHE POUR L'ÉTUDE
ET L'OBSERVATION DES CONDITIONS DE VIE